Marie-France Garaud.

Un langage de vérité.

Pour une vraie démocratie...

• Croire en la démocratie, c'est estimer les Français capables d'affronter la vérité. Un pays ne peut progresser si on lui ment. On ne construit pas sur le mensonge. La vérité est la condition de toute efficacité.

• L'exercice de la démocratie suppose :
– que les français soient considérés comme des citoyens et non comme des sujets.
– que la représentation nationale soit traitée avec dignité.
– que les partis politiques combattent pour des idées généreuses et nationales et non pour défendre les places de leurs élus.
– que les syndicats, organisés pour la défense des travailleurs, ne deviennent pas des annexes des partis politiques.

Pour une France indépendante...

L'indépendance doit être assurée :

• par la certitude que la patrie est aussi indispensable au citoyen que la dignité est indispensable à l'homme.

• par la nécessité absolue de s'opposer à l'impérialisme soviétique qui utilise l'invasion militaire, l'asphyxie économique et le chantage politique pour menacer partout dans le monde la sécurité des nations et des hommes libres.

• par le refus d'un neutralisme frileux et l'affirmation sans équivoque que nous appartenons au monde libre.

• par un renforcement de nos alliances traditionnelles dans le respect de notre souveraineté.

• par notre capacité de défense et de dissuasion, condition de cette souveraineté.

• par la conviction que la Paix se gagne et se mérite chaque jour et qu'un peuple solidaire et courageux est indestructible.

Pour une France libérée...

• de l'écheveau embrouillé des lois et règlementations contradictoires et incompréhensibles.

• de l'emprise étouffante de la technocratie qui met le citoyen à la merci d'une puissance publique anonyme, arbitraire et menaçante.

• de la toile d'araignée que tisse en France avec ténacité le parti communiste dont l'appareil est l'outil docile des intérêts de Moscou.

Pour une administration au service du citoyen...

• en remettant la fonction publique à l'honneur dans la nation.

• en rendant aux fonctionnaires le véritable goût du service de l'Etat.

• en respectant la dignité de chaque administré et de chaque contribuable.

• en rétablissant la confiance des Français dans la justice et la police dont les missions sont les plus difficiles et les plus exigeantes et qui risqueraient, si elles s'exerçaient dans la médiocrité, de menacer la liberté sans assurer la sécurité.

Pour l'imagination au service de l'économie...

• en refusant d'accepter le chômage comme un mal irréductible : gérer le chômage est un crime contre la nation.

• en donnant du travail à chacun par la suppression des entraves à l'initiative et à l'embauche.

• en reconquérant d'abord notre marché national, point de départ indispensable d'une politique d'exportation.

• en proposant aux nations en voie de développement un véritable « pacte économique de solidarité », qui apporterait ce qui leur manque aux peuples souffrant de la faim et redonnerait un essor à notre économie grâce à des marchés nouveaux et à de grands travaux.

• en diminuant le train de vie de l'Etat.

• en réduisant les impôts qui pèsent d'un poids insupportable sur les hommes et sur les entreprises.

• en rééquilibrant les charges sociales vers l'économie et non vers la dépense.

• en ne transformant pas les agriculteurs en assistés par des subventions souvent inéquitables, mais au contraire en leur assurant des débouchés et de justes prix pour leurs produits.

• en donnant aux petits épargnants une rémunération convenable par une rente sur l'Etat, indexée.

Pour la solidarité de tout un peuple...

• en redonnant à chacun le sens des responsabilités nationales.

• en reconnaissant à la femme, tant dans son foyer que dans son travail, le droit de participer pleinement à la vie du pays et en luttant pour la suppression réelle de toutes les inégalités dont elle est encore la victime.

• en créant les conditions de vie et d'urbanisme qui permettraient de garder les personnes âgées dans le cercle familial pour qu'elles puissent continuer à apporter leur expérience et leur temps à la communauté.

• en rétablissant les conditions de l'unité et de la solidarité de la famille et de sa fonction éducative.

• en restaurant la vocation de l'éducation nationale qui est d'enseigner les connaissances ainsi que les principes sur lesquels se fonde notre société de liberté, en déléguant aux maîtres et aux professeurs l'autorité et les responsabilités nécessaires pour remplir leur mission et former les citoyens de demain, en délivrant des diplômes qui permettent aux jeunes de construire leur avenir et de trouver leur place dans la vie.

• en permettant que, par une recherche scientifique appropriée notamment dans le domaine médical, par une organisation rationnelle et responsable du système hospitalier, les problèmes de la santé et toutes leurs conséquences soient enfin abordés avec franchise, clarté et dans le respect de la personne humaine.

Supplément à "La vérité est bonne à dire" n° 1
Commission Paritaire n° 63229

Lettre au Président de la République

Monsieur le Président de la République,

Lorsqu'en 1974 j'ai soutenu votre candidature avec tous les moyens dont je disposais, je voulais éviter à notre pays l'arrivée au pouvoir des communistes qui utilisaient alors le cheval de Troie de la gauche unie.

J'espèrais aussi que votre compétence vous dicterait les mesures appropriées pour mettre l'économie française en état de défense devant les périls qui la menaçaient.

Enfin, j'étais persuadée que vous auriez à cœur de poursuivre dans la voie tracée par vos deux prédécesseurs l'œuvre de rénovation de notre patrie.

C'est parce que je vous ai aidé que je peux vous dire aujourd'hui ma déception, ce que je pense de votre politique et de l'exercice personnel du pouvoir que vous pratiquez.

Rien dans vos prises de positions officielles ne laissait prévoir, que par un glissement insensible mais continu de tout l'ensemble, nous en arriverions à douter de la France et de nous-mêmes,

– que votre politique étrangère deviendrait si irréelle et si floue sans que l'on sache si elle est inconsistante à force d'être dissimulée ou le contraire,

– que notre force nucléaire de dissuasion deviendrait entre vos mains un moyen de publicité ou l'objet d'un jeu télévisé alors qu'il aurait mieux valu mettre en chantier plus tôt le sixième sous-marin dont la construction avait été décidée par Georges Pompidou,

– que notre politique africaine, par ses à-coups imprévisibles, dérouterait tous ceux qui croyaient en la sagesse de la France,

– que notre politique économique, confiée à une cohorte de technocrates irresponsables mais très imbus de leur personne ou de leur savoir, deviendrait tellement embrouillée qu'elle décourage par sa complexité et son inefficacité les efforts de ceux qui veulent entreprendre,

– que l'administration laissée sans commandement et sans contrôle par les ministres responsables s'occuperait de vétilles qui accablent les contribuables et compliquent à plaisir la vie quotidienne des administrés,

– que la justice et la police seraient si complexées qu'elles hésiteraient souvent entre sévir ou fermer les yeux, si bien que se faire rouer de coups le soir au coin d'une rue ou être la victime d'un cambriolage ne soulève plus aucune émotion et que seule la mort de la victime ou pire celle de l'agresseur excite encore la compassion.

La liste est longue de cet effilochage de notre volonté, de nos moyens, de nos structures... et de l'état d'esprit de nos concitoyens.

Avez-vous pensé, Monsieur le Président, que la France est faite de millions de braves gens qui croient en elle et pour qui la morale existe encore ?

Vous a-t-on dit lors de vos dîners chez l'habitant que gagner sa vie, élever sa famille, pouvoir compter sur son épargne et être respecté est le vœu de la très grande majorité des Français ?

Certes, vous n'êtes pas responsable de tout, mais vous disposez d'assez de pouvoir pour vous faire obéir si vous le désirez.

Nous voulions de la rigueur, nous n'avons eu que du laisser-aller.

Nous voulions de la générosité, nous n'avons eu que de la condescendance.

Nous voulions du désintéressement, nous n'avons eu que de la désinvolture.

Si j'étais seule à éprouver de la déception, je pourrais craindre de m'être trompée. Comme il y a beaucoup de Français qui partagent mon sentiment, Monsieur le Président, je vous le dis tout net, il faut se rendre à l'évidence, vous nous avez trompés.

Vous voyez que j'ai quelques raisons d'être maintenant votre adversaire et avant d'entreprendre une campagne qui sera sans doute rude pour moi, mais qui le sera peut-être aussi pour vous, je tenais à ce que vous le sachiez.

Etant donné l'enjeu du débat et la censure indirecte que le pouvoir exerce sur une grande part de l'information, vous souffrirez que je rende cette lettre publique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, les assurances de la très haute considération que je dois à votre fonction.

MARIE-FRANCE GARAUD

M. F. Garaud

Par la volonté du peuple...

La démocratie se défend par la vérité.

• La vérité c'est que la survie de notre pays, sa liberté, son indépendance sont menacées. L'impérialisme soviétique étend inexorablement l'ombre du communisme sur la carte du monde et les démocraties d'Europe occidentale, menacées dans leur approvisionnement en énergie et en matières premières, cherchent dans la complaisance avec l'URSS des aménagements précaires. Leur meilleure sauvegarde est dans la volonté de leur peuple, sinon elles seront déçues avant d'être asservies.

• Pour survivre, une démocratie a besoin de gouvernants responsables devant des citoyens vigilants, faute de quoi elle devient un système technocratique – une *technocrature* – coupé des hommes et de la réalité, étranger aux efforts, aux drames et aux misères de ceux qui veulent travailler et réussir.

La France est actuellement une technocrature. Elle est gouvernée par quelques milliers de spécialistes sans mandat dont les actes ne sont soumis à aucune sanction populaire.

• Au sommet de l'édifice se trouve un Président qui pendant tout son septennat a omis de rendre compte et d'engager sa responsabilité, mais qui trouve tout à fait naturel, pour gagner des voix, d'annoncer la distribution d'argent public sans l'accord préalable du Parlement.

En voilà assez ! Il faut interrompre ce processus de décomposition qui nous mène aux pires épreuves. Si le peuple français veut ressaisir le pouvoir et choisir son destin, qu'il le dise nettement alors qu'il en est encore temps.

C.P.I. 74 B 2241 - Photo Sygma J. Andanson

Qui est Marie-France Garaud ?

– Née à Poitiers en 1934, de famille poitevine.
– Mariée en 1959 avec Louis Garaud, avocat aux Conseils.
– Mère de deux garçons de 14 et 17 ans.
– De 1961 à 1962, attachée au cabinet de M. Foyer, ministre de la coopération.
– De 1962 à 1967, conseillère technique au cabinet de M. Foyer, ministre de la justice.
– De 1967 à 1968, chargée de mission au cabinet de Georges Pompidou, premier ministre.
– De 1969 à la mort du Président Georges Pompidou, conseillère technique à la présidence de la République.
– Depuis 1974, conseiller référendaire à la Cour des Comptes.

Une femme candidate à la présidence de la république ?

L'histoire et le monde d'aujourd'hui montrent que les femmes assument aussi bien -et souvent mieux- que les hommes les plus hautes responsabilités.

31, Quai Anatole France 75007 Paris
Téléphone : 705.60.35
C.C.P. n° 12-063-45 A – 75007 – Paris.